

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES ETABLISSEMENTS ET
LES SERVICES DE SANTE**

Convention collective de travail du 17 juin 2002

**INSTAURATION D' UN SYSTÈME DE CRÉDIT-TEMPS, DE DIMINUTION DE CARRIÈRE ET DE RÉDUCTION
DES PRESTATIONS DE TRAVAIL À MI-TEMPS DANS LES CENTRES DE REVALIDATION AUTONOMES
"ORL" OU "PSY" NON INTÉGRÉS DANS UN HÔPITAL**

Article 1er

La présente convention collective de travail s'applique aux centres de revalidation autonomes non intégrés dans un hôpital ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé et qui étaient conventionnés auparavant avec le Fonds national de reclassement social des handicapés par le biais d'une convention de revalidation "ORL" ou "PSY".
Par travailleurs on entend tout le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

Article 2

La présente convention collective de travail donne exécution à la convention collective de travail (CCT) n° 77bis instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps conclue le 19 décembre 2001 au sein du Conseil national du travail (CNT) et à la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie (MB 15 septembre 2001).

Article 3

§1 Droit au crédit-temps

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.	16/3052
23 -06- 2002		N°	

En application de l'article 3 paragraphe 2 de la CCT n° 77bis susmentionnée du CNT, les parties signataires conviennent d'étendre le droit au crédit-temps à temps plein et à mi-temps à trois ans calculés sur toute la carrière du travailleur concerné.

La prise de crédit-temps sous la forme d'une suspension complète des prestations de travail ou d'une réduction des prestations de travail à mi-temps au moyen de périodes de moins d'un an est uniquement valable pour la première année de crédit-temps au cours de la carrière.

Le droit à la deuxième et troisième année de crédit-temps sous la forme d'une suspension complète des prestations de travail ou d'une réduction des prestations de travail à mi-temps est valable pour autant que la période minimum qui a été prise s'élève à un an au moins. Les périodes de suspension complète et de réduction des prestations de travail à mi-temps sur la base de la loi de redressement sont également prises en compte.

Pour la deuxième année, le délai d'un an ne peut prendre cours que le premier jour du troisième mois.

Le droit à la deuxième et troisième année de crédit-temps ne peut entrer en vigueur qu'au moment où l'on peut prévoir un remplacement à part entière, étant entendu qu'un délai de neuf mois ne peut être dépassée, à considérer à partir de la date à laquelle la demande a été introduite par le travailleur.

§2 Diminution de carrière d' 1/5 d'un emploi à temps plein

Pour les travailleurs occupés dans des équipes ou dans des cycles dans un régime de travail étalé sur 5 jours ou plus, il est convenu explicitement que le droit à une diminution de carrière d' 1/5 peut être pris de façon équivalente sous la forme de la réduction d' 1/5 de la durée de travail contractuelle moyenne.

Article 4

§1. En application de l'article 15, §7 de la CCT n° 77bis susmentionnée du CNT, le seuil du nombre total de travailleurs dans l'entreprise qui, à la suite de cette convention collective de travail, peuvent exercer simultanément le droit au crédit-temps, à la diminution de carrière ou à la réduction des prestations de travail, est modifié comme suit :

1. le nombre total de travailleurs qui exercent ou qui exerceront simultanément dans l'établissement le droit au crédit-temps sous la forme d'une suspension totale des prestations de travail, ensemble avec le nombre total de travailleurs qui exercent ou qui exerceront dans l'établissement le droit à une diminution de carrière d' 1/5 temps, est porté à un total global de 20% du nombre total des travailleurs occupés par l'entreprise.

Le nombre de travailleurs qui entrent en considération pour l'application de ce paragraphe est le nombre de travailleurs occupés le 30 juin de l'année précédant l'année pendant laquelle la notification par écrit est effectuée conformément à l'article 12 de la Convention collective de travail 77bis du Conseil national du travail.

2. le nombre total de travailleurs qui exercent ou qui exerceront simultanément dans l'entreprise le droit au crédit-temps sous la forme d'une réduction des prestations de travail à mi-temps est fixé à 5% au maximum du nombre total de travailleurs occupés par l'établissement.

Le nombre de travailleurs qui entrent en considération pour l'application de ce paragraphe est le nombre de travailleurs occupés le 30 juin de l'année précédant l'année pendant laquelle la notification par écrit est effectuée conformément à l'article 12 de la Convention collective de travail 77bis du Conseil national du travail.

§2. La modification reprise au 1er alinéa du présent article n'entre en vigueur pour chaque travailleur qu'au moment où l'on peut prévoir un remplacement à part entière, étant entendu qu'un délai de neuf mois ne peut être dépassée, à considérer à partir de la date à laquelle la demande a été introduite par le travailleur.

§3. L'autorisation de l'employeur est requise si plus de la moitié du nombre de membres du personnel d'une même discipline qui se compose de plus d'un travailleur souhaitent exercer le droit simultanément.

§4. Ne sont pas compris dans ce pourcentage : tous les travailleurs bénéficiant de congé parental, congé palliatif ou congé pour l'assistance ou les soins procurés à un membre de la famille gravement malade, tous les travailleurs à partir de 50 ans après 5 ans de réduction des prestations de travail à mi-temps.

Ne sont pas compris dans ce pourcentage non plus, les travailleurs à partir de 50 ans qui sont passés à une diminution de carrière d' 1/5 d'un emploi à temps plein à condition qu'un remplacement à part entière puisse être prévu pour chacun de ces travailleurs, ainsi que tous les travailleurs qui exercent leur droit au crédit-temps en réduisant leurs prestations de travail à mi-temps, immédiatement après une période de congé parental à mi-temps.

Article 5

Les parties signataires de la présente CCT déclarent que les travailleurs du secteur ressortissant au champ d'application tel que prévu à l'article 1er de la présente CCT peuvent faire usage des primes d'encouragement flamandes pour le crédit-soins, le crédit-formation, les entreprises en difficultés ou en restructuration telles que prévues dans l'Arrêté du Gouvernement flamand portant réforme du régime des primes d'encouragement au secteur privé (M.B. 20 mars 2002) ou des autres mesures instaurées par le gouvernement.

Article 6

Pour tout ce qui n'est pas réglé dans la présente CCT, la CCT n° 77bis du 19 décembre 2001 du Conseil national du travail est d'application.

Article 7

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 17 juin 2002 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties, moyennant un délai de préavis de trois mois adressé par lettre recommandée au Président de la Sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE GEZONDHEIDSINRICHTINGEN EN-DIENSTEN

Collectieve arbeidsovereenkomst van 17 juni 2002

Invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanverminderingen vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking in de autonome revalidatiecentra NOK of PSY niet geïntegreerd in een ziekenhuis.

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de autonome revalidatiecentra niet geïntegreerd in een ziekenhuis die ressorteren onder het paritair subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten en die voorheen geconventioneerd waren met het Rijksfonds voor Sociale Reclassing der mindervaliden door middel van een revalidatieovereenkomst NOK of PSY.

Onder werknemers wordt verstaan al het vrouwelijk en mannelijk werklieden- en bediendenpersoneel.

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst geeft uitvoering aan de collectieve arbeidsovereenkomst (CAO) nr. 77bis tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking gesloten op 19 december 2001 in de Nationale Arbeidsraad (NAR) en aan de wet van 10 augustus 2001 betreffende de verzoening van werkgelegenheid en kwaliteit van leven (BS 15 september 2001).

Artikel 3

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.
25-06-2002	15.11.2002
	NR. N° 63.322/6/30502

§1 Recht op tijdskrediet

In toepassing van artikel 3 paragraaf 2 van de hogervermelde CAO nr. 77bis van de NAR komen de ondertekenende partijen overeen om het recht op volledig en halftijds tijdskrediet uit te breiden tot drie jaar berekend over de gehele loopbaan van de betrokken werknemer.

De opname van tijdskrediet in de vorm van een volledige schorsing van de arbeidsprestaties of een vermindering tot de helft van een voltijdse betrekking door middel van périodes van minder dan 1 jaar geldt slechts voor het eerste jaar tijdskrediet in de loopbaan.

Het recht op het tweede en derde jaar tijdskrediet in de vorm van een volledige schorsing van de arbeidsprestaties of vermindering tot de helft van een voltijdse betrekking geldt voor zover de minimaal opgenomen période tenminste één jaar bedraagt. Périodes van volledige schorsing en vermindering van de arbeidsprestaties tot de helft van een voltijdse betrekking op basis van de herstelwet worden mee in rekening gebracht.

Voor het tweede jaar kan de termijn van één jaar pas starten op de eerste dag van de dertiende maand.

Het recht op het tweede en derde jaar tijdskrediet kan pas in werking treden op het ogenblik dat in een volwaardige vervanging kan worden voorzien, *met dien verstande dat een termijn van negen maanden niet kan worden overschreden te rekenen vanaf de datum waarop de aanvraag door de werknemer werd verricht.*

§2 Loopbaanvermindering met 1/5 van een voltijdse betrekking

Voor de werknemers die tewerkgesteld zijn in ploegen of in cycli in een arbeidsregeling gespreid over 5 of meer dagen, wordt uitdrukkelijk overeengekomen dat het recht op 1/5^e loopbaanvermindering gelijkwaardig kan worden opgenomen in de vorm van de vermindering met 1/5^e van de gemiddelde contractuele arbeidsduur.

Artikel 4

§1. In toepassing van artikel 15, §7 van de hogervermelde CAO nr. 77bis van de NAR wordt de drempel van het totaal aantal werknemers in de onderneming dat alsgevolg van deze collectieve arbeidsovereenkomst gelijktijdig het recht op tijdskrediet, loopbaanvermindering of vermindering van arbeidsprestaties kan uitoefenen, als volgt gewijzigd :

1. het totaal aantal werknemers die in de instelling gelijktijdig het recht op tijdskrediet in de vorm van een volledige schorsing van de arbeidsprestaties uitoefenen of zullen uitoefenen, samen met het totaal aantal werknemers die in de instelling het recht op 1/5^e loopbaanvermindering uitoefenen of zullen uitoefenen, wordt gebracht op een gezamenlijk totaal van 20 % van het totale aantal van in de instelling tewerkgestelde werknemers.

Het aantal werknemers dat voor de toepassing van deze paragraaf in aanmerking wordt genomen is het aantal tewerkgestelde werknemers op 30 juni van het jaar voorafgaand aan het jaar tijdens hetwelk de schriftelijke kennisgeving, overeenkomstig artikel 12 van de Collectieve arbeidsovereenkomst 77bis van de Nationale Arbeidsraad, wordt verricht.

2. het totaal aantal werknemers die in de onderneming gelijktijdig het recht op tijdskrediet in de vorm van een vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking uitoefenen of zullen uitoefenen wordt bepaald op maximum 5 % van het totale aantal van in de instelling tewerkgestelde werknemers.

Het aantal werknemers dat voor de toepassing van deze paragraaf in aanmerking wordt genomen is het aantal tewerkgestelde werknemers op 30 juni van het jaar voorafgaand

aan het jaar tijdens hetwelk de schriftelijke kennisgeving, overeenkomstig artikel 12 van de Collectieve arbeidsovereenkomst 77bis van de Nationale Arbeidsraad, wordt verricht.

§2. De in paragraaf 1 van onderhavig artikel opgenomen wijziging gaat voor elke werknemer die een aanvraag verricht pas in op het ogenblik dat in een volwaardige vervanging kan worden voorzien, met dien verstande dat een termijn van negen maanden niet kan worden overschreden te rekenen vanaf de datum waarop de aanvraag door de werknemer werd verricht.

§3. Toestemming van de werkgever is vereist indien meer dan de helft van het aantal personeelsleden van een zelfde discipline bestaande uit meer dan één werknemer, gelijktijdig het recht wenst uit te oefenen.

§4. Zijn niet in dit percentage inbegrepen : alle werknemers die genieten van ouderschapsverlof, palliatief verlof of verlof voor bijstand of verzorging van een zwaar ziek familielid, alle werknemers vanaf 50 jaar na 5 jaar vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking.

Zijn eveneens niet in dit percentage begrepen de werknemers vanaf 50 jaar die zijn overgegaan naar een loopbaanvermindering met $1/5^e$ van een voltijdse betrekking op voorwaarde dat voor elk van deze werknemers in een volwaardige vervanging kan worden voorzien, alsmede alle werknemers die hun recht op tijdskrediet uitoefenen door hun arbeidsprestaties te verminderen tot een halftijdse betrekking, aansluitend op een periode van halftijds ouderschapsverlof.

Artikel 5

De ondertekenende partijen van deze CAO verklaren dat de werknemers van de sector ressorterend onder het toepassingsgebied zoals bepaald in artikel 1 van deze CAO, gebruik kunnen maken van de Vlaamse aanmoedigingspremies voor zorgkrediet, opleidingskrediet, ondernemingen in moeilijkheden of in herstructurering zoals bepaald in het besluit van de Vlaamse regering van 1 maart 2002 houdende de hervorming van het stelsel van de aanmoedigingspremies in de privésector (B.S. 20 maart 2002) of andere in dit verband door de overheid ingestelde maatregelen.

Artikel 6

Voor allés wat in deze CAO niet geregeld wordt, is de CAO nr. 77 bis dd. 19 december 2001 van de Nationale Arbeidsraad van toepassing.

Artikel 7

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 17 juni 2002 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan worden opgezegd door elk der partijen, mits een opzeggingstermijn van drie maanden gericht bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten.